

Le nationalisme européen

Table des matières

Introduction.....	3
D'Erasmus à l'Union européenne.....	3
Pan-Europe.....	5
Une Europe des nationalistes.....	7
Jean Thiriart et le communautarisme européen.....	9
Une Europe impériale.....	9
L'union dans la diversité.....	11
Les critiques contre l'Union européenne.....	12
Le nationalisme européen aujourd'hui.....	14
Conclusion.....	15
Bibliographie.....	16

Introduction

Dans ce travail, nous nous intéresserons à un type de nationalisme un peu particulier ; le nationalisme européen. Nous verrons que les mécanismes à l'oeuvre dans la construction d'une identité national-européenne sont semblables à ceux présents dans les constructions des Etats-nations. Tout comme il existe un romantisme national qui construit ses mythes en esthétisant son histoire propre, il y a également un romantisme européen qui pioche dans certains récits nationaux et transforme (certains diraient : subliment) leurs significations nationales en signification continentale. Nous commencerons par dresser une rapide histoire des premières volontés d'unification européenne aux structures européennes actuelles, c'est-à-dire à l'Union européenne. Nous verrons ensuite que si l'Union européenne est le projet qui s'est effectivement matérialisé concrètement aujourd'hui, de nombreux autres projets ont existé en parallèle à celui-ci et, pourrait-on dire, en concurrence à celui-ci. Nous nous pencherons tout d'abord sur le projet paneuropéen de Coudenhove-Kalergi, puis nous étudierons plus largement l'ambitieux projet d'Europe communautaire de Jean Thiriart qui nous intéressera plus particulièrement puisqu'il est un projet emblématique du nationalisme européen. Son ouvrage étant assez dense, nous nous pencherons sur trois thématiques qui nous semblent primordiales. Tout d'abord sa vision impériale de l'Europe, ensuite les éléments fondateurs de celle-ci, et enfin sa critique envers l'Union européenne. Entre la Paneurope et l'Europe communautaire, nous ferons un bref rappel sur le changement de point de vue nationaliste quant à l'Europe. En effet, si avant la deuxième guerre mondiale, l'Europe était vue par les nationalistes comme une attaque contre la souveraineté des patries, depuis 1945 celle-ci est vue davantage comme un ultime moyen de sauver les nations de la mondialisation. Nous terminerons en tentant de voir où en est le nationalisme européen aujourd'hui.

D'Erasmus à l'Union européenne

Dans l'histoire, nombreuses ont été les idées d'Europe et de ses formes possibles. Nous estimons que la première vient du théologien néerlandais Erasme (XVIème) qui imagine une Europe comme un grand ensemble d'Etats chrétiens. Plus tard, au siècle des Lumières (XVIIIème), Emmanuel Kant projette l'idée d'une fédération d'Etats européens libres, conséquence des idées humanistes de son temps. Dès la Révolution française, on voit apparaître l'idée de peuple contre la monarchie. Dès lors, Napoléon tente là aussi d'unir tout les peuples d'Europe, mais sur le modèle français, et par la force. Si Victor Hugo parle également d'union des peuples dans un ensemble européen, il n'est pas entendu comme le prouve le conflit de 1914. Comme nous le verrons plus tard, dans l'entre-deux-

guerre de nombreuses idées européennes font leur apparition, mais c'est véritablement le texte de Winston Churchill pour les Etats-Unis d'Europe qui marquera son temps. Il ne s'agit plus ici de fondre les nations pré-existantes dans un ensemble européen, mais de les relier par le biais de traités internationaux.

Avec la volonté d'améliorer l'État économique et d'assurer un pacifisme sur le continent européen, Jean Monnet, Robert Schuman et Konrad Adenauer créent en 1948 l'Organisation européenne de coopération économique dans le but de coordonner les économies des pays qui bénéficient du plan Marshall. Pour rappel, le plan Marshall est un prêt fait par les américains aux pays d'Europe pour se reconstruire après la deuxième guerre mondiale de 13 milliards de dollars. Seulement, avec cet argent, les pays receveurs avaient l'obligation de n'acheter que du matériel américain. L'idée sous-jacente était donc clairement de participer à la reconstruction européenne tout en s'assurant qu'une fois leur pouvoir d'achat retrouvé, les futurs consommateurs européens se fournissent en biens américains.

En 1950, Schuman (ministre français des Affaires étrangères) convie les Etats qui le souhaitent à mettre en commun leur production de charbon et d'acier, avec la déclaration de Schuman. C'est la création de la communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) qui peut être considérée comme l'ancêtre de l'Union européenne actuelle. Aujourd'hui, l'Union européenne est une structure institutionnelle complexe qui compte un conseil européen, un haut représentant, une commission, un parlement, une cour de justice et une banque centrale pour ne parler que des entités les plus importantes. Vingt-huit pays sont membres de l'Union européenne et sont donc soumis à une libre circulation des marchandises, des personnes, des services, des capitaux, ainsi qu'à une politique agricole, des transports et du commerce, sans compter les règles de concurrence, la coopération judiciaire et les accords avec des pays tiers comme la Suisse par exemple. En bref, de toute les manières de faire l'Europe, c'est sous la forme de l'Union européenne que ce rêve c'est matérialisé. Rêve qui, pour certain, prend plutôt les apparences du cauchemar. En effet, plus le temps passe, et plus l'Union européenne semble être remise en question par une part grandissante de l'opinion publique. Le récent événement du Brexit (la sortie de la Grande-Bretagne hors de l'Union européenne), et les crises des dettes souveraines européennes confirment ces propos, et la sortie de l'Union européenne est au programme de nombreux candidat de gauche comme de droite dans plusieurs pays européens. La tendance des extrêmes, autant à droite qu'à gauche, consiste à restaurer les souverainetés nationales classiques.

En est-il finit de l'Europe ? Cette belle idée d'union est-elle à enterrer définitivement ? Là dessus,

les avis sont extrêmement variés. Toutefois, ce qui va nous intéresser dans ce travail, c'est une idée qui existait bien avant l'Union européenne, qui existe en parallèle à l'Union européenne, et qui existera sûrement après l'Union européenne, si celle-ci vient à s'écrouler. Cette idée, c'est celle du nationalisme européen. Toutefois, le nationalisme européen, bien loin d'être un mouvement homogène, et plutôt une nébuleuse au sein de laquelle plusieurs courants de pensée coexistent. Si tous considèrent que l'Union européenne est un désastre, certains pensent qu'il est possible de la garder en la modifiant, d'autres pensent au contraire que la première chose à faire pour faire une Europe qui fonctionne, est de quitter l'Union européenne pour ensuite créer une nouvelle Europe. Aussi, de nombreux courants de pensée se disputent la forme définitive exacte que prendra cette nation européenne, ainsi que les éléments qui la définiront.

Les premières traces de nationalisme européen viennent d'un des plus grands contributeurs de l'unité italienne ; Giuseppe Mazzini. Ce révolutionnaire et patriote italien fonda Giovine Europa (Jeune Europe) en 1834 à Berne en mixant trois associations déjà existantes : Jeune Italie, Jeune Allemagne et Jeune Pologne. Le but de Jeune Europe était de fédérer les mouvements nationalistes européens mais pour faire de l'Europe un Etat-Nation unitaire. Giovine Europa était également très investit dans les droits de la femme puisque le mouvement comptait de nombreuses adhérentes, ce qui peut paraître étonnant pour une association politique du XIXème siècle. Bien que la figure de Mazzini est restée populaire dans les courants du nationalisme européen, comme nous le verrons plus tard avec l'Europe communautaire de Jean Thiriart, le mouvement en lui-même fût un échec.

Pan-Europe

Il faut attendre 1923 pour voir émerger l'Union paneuropéenne internationale, le premier mouvement à être réellement une alternative plausible à ce qui deviendra l'Union européenne. Ce projet est à la frontière du nationalisme européen, puisqu'il ne vise pas réellement à créer une nation européenne unitaire, mais plutôt fédéral dans le but de faire émerger une identité européenne qui surplombera les autres identités, tout comme le fédéralisme suisse nous fait nous sentir davantage suisse que vaudois ou tessinois. Le projet de la Pan-Europe est un projet un peu méconnu de l'entre-deux-guerres. Même si des projets de constructions européennes, il y en a eu de très nombreux et depuis bien longtemps, la période de l'entre-deux-guerre est particulière puisque la situation de l'Europe est a présent bien différente. Anne-Marie Saint-Gilles, nous explique dans un entretien vidéo¹, qu'avant le XXème siècle, c'est-à-dire dès le XVIIIème-XIXème, les projets d'unifications européennes sont élaborés avec l'idée sous-jacente que l'Europe domine naturellement le monde.

1 <http://www.epam-tv.com/histoire/la-paneurope.html>

Les projets étaient donc des projets de domination du continent comme celui de Napoléon bien entendu, ou ceux d'équilibre des puissances dominantes mais toujours avec l'idée que la culture européenne, occidentale, n'est pas menacée.

A partir de la grande guerre, tout ceci change du tout au tout. Le XXème siècle est caractérisé par la fin de la domination politique et économique de l'Europe sur le monde. Il y a émergence des USA qui deviennent vite, avec le Japon, une concurrence sur le plan international. Ainsi, dans la période de l'entre-deux-guerres, de nombreux projets de construction européenne émergent mais cette fois sous l'idée de défense de l'Europe. Le projet Paneurope fait partie de ces projets, bien qu'il ne soit pas le seul. L'initiateur de ce projet est le Comte Richard Coudenhove-Kalergi qui, en 1923, publie un livre-programme du nom de « Paneurope ». Ce noble voit l'écroulement de l'aristocratie austro-hongroise dans laquelle il a grandi, mais contrairement à d'autres, il est tourné vers l'avenir et pour lui, la paix mondiale, passe par une unification européenne, qu'il nomme Paneurope. En même temps qu'il publie son livre, il crée une institution qui s'appelle « l'Union paneuropéenne » et dont le livre en contient la carte d'adhésion. L'aspect propagandiste semble donc parfaitement assumé. Le programme politique paneuropéen se déroule en quatre étapes.

La première étape est plutôt diplomatique. C'est la création d'une commission pour régler les problèmes internes à l'Europe, qu'il appellera le bureau paneuropéen. La deuxième étape consiste à signer un traité d'arbitrage. Coudenhove-Kalergi s'appuie sur les théories du pacifisme juridique dont l'identité est la création d'entité supranationale visant à résoudre les conflits avant qu'ils ne dégénèrent. Attention toutefois, chez lui, cette entité n'est pas mondiale mais européenne. Ce traité d'arbitrage est donc valide à l'intérieur du continent européen. La troisième étape est économique. Elle consiste en une union douanière. C'est le procédé qui avait été utilisé en 1834 pour aboutir à l'unification en 1871 du Reich allemand. La quatrième étape est la création des Etats-Unis d'Europe.

Le livre, traduit en de nombreuses langues, a atteint les couches intellectuelles de la plupart des pays européens. Toujours selon Anne-Marie Saint-Gilles, quand Coudenhove-Kalergi rédige son livre en 1923, la Paneurope finale est vue comme un Etat fédéraliste. Hors, petit à petit, il se rend compte que les gouvernants et les peuples ne sont pas prêts à abandonner l'idée de souveraineté nationale. Il part donc du principe qu'en acceptant une Europe des nations, et lorsqu'il y aura une identité européenne, le stade fédéral viendra de lui-même. Il appuiera d'ailleurs après 1945, l'idée gaulliste d'une Europe des nations. Le rapport entre la Paneurope et la SDN dans l'entre-deux-guerres est un peu celui de frères ennemis. Coudenhove propose une réforme de la SDN dans les années 20 par une régionalisation. Pour lui, il faut diviser la société des nations en représentation par continent.

Les nations européennes devraient donc d'abord faire la Paneurope, puis celle-ci devrait entrer en tant que telle dans la SDN.

Dès les années '30, avec le début des totalitarismes, l'idée fédéraliste devient difficile à proposer. Ce qu'il est intéressant de noter, c'est que les pays qui soutiennent le projet de Coudenhove, sont les pays européens gagnants du traité de Versailles qui ont tout intérêt à ce que cet ordre soit maintenu, puisque la Paneurope respecte les frontières qui ont été dressées à la conférence de Paris en 1919. Ayant bien compris que les pays les plus importants à convaincre sont la France et l'Allemagne, son lobbying se penche surtout sur ces deux pays. En France, il obtient le soutien d'Aristide Briand qui est un personnage très important. En Allemagne, il aura un soutien populaire, mais beaucoup moins d'hommes politiques. Il obtient, en revanche, du soutien de l'Angleterre et des Etats-Unis. Ce qui est intéressant puisque Coudenhove n'inclut pas l'Angleterre dans sa vision de l'Europe, et là voit plutôt comme un intermédiaire entre l'Europe et les Etats-Unis. Il obtient ensuite rapidement le soutien d'un grand nombre d'industriels tel que le banquier Max Warbug ou l'industriel Robert Bosch qui crée une fondation pour financer la Paneurope. Ce soutien s'explique parce que les unions douanières de son plan servent les intérêts libéraux des industriels. Hors, à mesure que les industriels se rapprochent de lui, certains intellectuels le quittent. L'Anschluss en 1938, c'est-à-dire l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie signe un terme à ses ambitions. En fait, alors qu'en 1929, l'idée de l'Europe était extrêmement répandue, était à la mode même, comme le dit Anne-Marie Saint-Gille, la montée du chômage et des totalitarismes a provoqué un nationalisme exacerbé qui mettra fin aux idées européennes.

Une Europe des nationalistes

De manière assez paradoxal, ce sont parfois les plus ardents défenseurs de la souveraineté nationale qui plaident en faveur de la création d'une communauté européenne. En effet, pour certain, la souveraineté d'une nation est aujourd'hui impossible sans une politique continentale. Il ne s'agit donc plus ici de mettre en place une Europe faisant disparaître les anciennes nations qui la compose, mais bien au contraire de faire l'Europe comme ultime chance de sauvegarder la souveraineté des Etats-nations. Ainsi, dans son ouvrage sulfureux « *Qu'est-ce que le Fascisme ?* », Maurice Bardèche, fière nationaliste et pourtant nationaliste européen également, précise ce point de vue : « *Le néo-fascisme met l'indépendance de la nation au-dessus de tout, mais il conçoit que, dans le monde moderne, nos nations européennes ne peuvent plus assurer seules efficacement la protection de leur territoire et même qu'à elles seules, elles ne peuvent prétendre avoir une économie*

véritablement indépendante. Le rêve des puissances fascistes d'avant-guerre de constituer un Empire Européen, qu'il ait été sincère ou non, est une nécessité grave et pressante de notre temps. ».

Aussi, dans un entretien à Rivarol², Bardèche précise sa position et s'inscrit contre la vision classique du nationalisme puisqu'il affirme « [...] *Il importe néanmoins de ne pas rejeter l'indispensable idée européenne comme le font les souverainistes nationaux. L'Europe demeure plus que jamais notre grande patrie civilisationnelle, identitaire et géopolitique.* ». Il ajoute encore « *L'Europe indépendante constitue un idéal ou plutôt un objectif* ». L'Europe est donc vue ici, non comme un simple espace économique commun mais comme entité porteuse d'un projet civilisationnel.

Maurice Bardèche n'est de loin pas le seul à considérer l'Europe de cette manière, pour ne prendre qu'un exemple Charles Millon qui a été ministre de la défense du gouvernement d'Alain Juppé de 1995 à 1997, déclare dans un entretien au Figaro en 2014 : « *Cette impuissance [de l'Europe] a des causes profondes, qui sont nées de la trahison du projet européen originel* ». Il ne fait absolument pas confiance aux partis puisqu'il considère que « [...] *dans la grande bataille en cours qui verra l'Europe ou disparaître sous les traits d'un hypermarché sans identité, vassalisé encore plus par un Traité transatlantique que l'on négocie secrètement, ou recouvrer son identité, les grands partis dits de gouvernement ne seront d'aucun secours. Ils vont répétant leurs discours sur l'élargissement et l'intégration, gestionnaires du désastre.* ». Pour être bien compris, il précise même que le Front National, fait pour lui partie de ces grands partis : « *Le Front national nouvelle manière a non seulement conservé ses anciennes incohérences économiques mais y a ajouté l'oubli des racines spirituelles, intellectuelles, artistiques et religieuses de l'Europe.* ».

En effet, si la montée des nationalismes actuels en Europe est souvent perçue, et à juste titre d'après nous, comme des revendications anti-mondialisations, beaucoup assument tous de même être pour une certaine Europe, mais pour une Europe qu'ils nomment « l'Europe des Etats », en référence surtout à un célèbre discours de De Gaulle³. Toutefois, si par exemple le front national français cherche tant à sortir de l'Union européenne, il nous paraît évident que c'est parce que l'Europe sous la forme de l'Union européenne ne cadre pas avec ce que ce parti considère être les intérêts français, dont par exemple son cheval de bataille ; la lutte contre l'immigration. Ainsi, si dans l'hypothèse d'une Europe des nations, chaque nation n'agit que pour ses intérêts propres, cela veut dire que l'Europe ne pourrait plus rien imposer. En somme, toute coordination politique au niveau européen deviendrait impossible et une seule nation européenne pourrait dès lors bloquer tous le processus.

² <http://euro-synergies.hautetfort.com/archive/2012/05/21/maurice-bardeche-europeen-fidele.html>

³ <https://www.youtube.com/watch?v=0Ldd5mZrelU>

Nous ne voyons dès lors plus de différence entre un ensemble de traités internationaux d'État à État et une institution européenne. C'est pourquoi, nous considérons la lutte des partis souverainistes contre l'Union européenne sous couvert d'une volonté de l'Europe des nations, comme un simple combat pour le retour aux souverainetés nationales classiques sans pour autant être qualifié de passéiste. En bref, cela leur permet de parler d'alternative, plutôt que de retour en arrière, mais ne constitue, à nos yeux en tout cas, en aucune façon une véritable construction européenne.

Jean Thiriart et le communautarisme européen

Jean Thiriart, un belge issue de l'extrême gauche, publie un ouvrage qui fera beaucoup parlé de lui dans le courant du nationalisme européen « *Un empire de 400 millions d'hommes* ». Ce livre propose un véritable guide tactique pour la création d'une Europe sous forme d'État-nation unitaire. Il écrit son ouvrage durant la guerre froide et souhaite lutter contre la représentation collective d'une petite Europe, coincée entre les deux grands blocs que sont les États-Unis et l'URSS. Il rappelle qu'il y a plus d'habitants en Europe qu'en réunissant les USA et l'URSS. Il y a toujours cette volonté de défense identitaire, de sorte à ce que les deux grands blocs semblent surtout être vu comme une occasion de créer une identité par opposition à ceux-ci. On peut d'ailleurs lire un peu plus loin « Face aux nationalismes impérialistes Russe et Américains, il faut créer un nationalisme européen .». Thiriart commence par fonder un mouvement appelé le « mouvement d'action civique » (MAC) pour apporter son soutien à l'organisation armée secrète (AOS). En 1961, le travail de Thiriart sur le concept d'un parti d'avant-garde européen évolue et le MAC se change en « Jeune Europe », sûrement en référence à l'initiative de Mazzini. Cette organisation s'implante en Autriche, en Allemagne, en Espagne, en France, en Grande-Bretagne, en Italie, aux Pays-bas, au Portugal, et en Suisse. La structure de Thiriart, assez bien organisée, met en place un syndicat appelé « Syndicat communautaire européen », et essaye de prendre contact avec la Chine communiste, les autorités palestiniennes et quelques autres entités qui pourraient les aider dans leurs tâches. En 1969, Jean Thiriart est déçu par l'échec de son mouvement et met un terme à son combat militant. Lorsqu'il quitte le mouvement, Jeune Europe ne parvient pas à continuer sans lui et s'éteint presque aussitôt.

Une Europe impériale

Avec la lecture de son ouvrage, on s'aperçoit que ses vues vont plus loin qu'une simple reconnaissance de l'importance démographique de l'Europe, il pense également que si l'Europe en vient à posséder une unité politique, elle deviendra (ou plutôt redeviendra) la première Nation du

monde. On trouve également chez Thiriart un eurocentrisme extrême et assumé. « *L'Europe est le miracle qui a fait suite au miracle grec. Sa culture unique à donné une civilisation adoptée par le monde entier* ». Cette Europe comme guide du monde est encore précisé par la suite « *Nulle autre puissance n'est capable de remplacer l'Europe dans sa mission humaniste.* ». Il semble donc y avoir chez Thiriart une nostalgie de la domination européenne sur le monde.

Sa généalogie de l'Europe est assez simpliste. Elle « *[commence] en 480 avant J.-C à Salamine par la victoire des Grecs de Thémistocle sur les envahisseurs venus d'Asie.* ». On peut se demander pourquoi à ce moment précis les grecques seraient appelés spécifiquement européens. Pourquoi les grecques ? Sans doute pour en tirant le prestige guerrier. Pourquoi à ce moment précis ? Sûrement pour placer l'origine européenne dans un combat contre des envahisseurs et donc dans une défense de l'identité propre. On retrouve ici les habituelles constructions sur les origines et il nous paraît flagrant que l'origine est déterminée à posteriori afin de répondre aux problématiques contemporaines. Ce que nous trouvons intéressant ici, c'est que dans la continuité du romantisme national, le romantisme national-européen va aussi rechercher des épopées mais il le fera parmi les épopées nationales déjà en vigueur. Pour Thiriart, c'est l'Iliade qui semble avoir été choisis. Ceci est d'ailleurs confirmé lorsqu'il écrit « *La race légendaire d'Agamemnon et d'Ulysse n'est pas morte. Les offenses qui nous ont été faites ont toujours été vengées et notre histoire n'a été qu'une suite d'Iliades.* ». On retrouve ici le mythe comme récit de légitimation développé par Roland Barthes où le mythe est tout d'abord une idéalisation de la réalité mais également une essentialisation de l'ordre et de l'identité. Ce qui n'était qu'un épisode historique grec est donc tout d'abord mis en récit puis essentialisé comme identité naturelle comme l'atteste « *la race légendaire d'Agamemnon [...]*».

La filiation de l'Europe est aussi très intéressante puisque que Thiriart précise qu'il existe « *trois préfigurations historiques qui sont l'Europe grecque, l'Europe romaine et l'Europe du Saint-Empire germanique des Hohenstaufen.* ». Ceci permet de voir en filigrane que pour l'auteur, l'Europe n'est Europe que si elle est empire. Ceci n'est jamais précisé explicitement dans le texte, mais on comprend mieux le titre « *L'Europe, un empire de 400 millions d'hommes.* ». Jean Tulard caractérisait les empires d'après cinq traits ; une volonté expansionniste, une organisation centralisée, des peuples encadrés par une armature politique et fiscale commune, une croyance en une supériorité d'essence, un début et une fin clairement identifié. Ce qui semble totalement cadrer avec la volonté de Jean Thiriart puisque chacun de ces points se retrouve dans son ouvrage.

L'union dans la diversité

En ce qui concerne la légitimité de l'union entre européens, Jean Thiriart condamne les uns après les autres, les propositions des mouvements concurrents. Ainsi, il débute par réfuter le racisme, argument premier des groupes d'extrêmes droites tel qu'Europe-Action dirigé par Dominique Venner, ainsi que l'ensemble des groupuscules néonazis, mais sans nier pour autant le racialisme en lui-même « L'Europe est composée de plusieurs races dont 3 grands groupes : le slave, le germanique et le latino-méditerranéen. *Cette seule existence au sein de l'Europe d'une diversité de race nous fait condamner formellement et irrévocablement le racisme en tant qu'argument politique.* ». Rappelons ici que l'argument des races dans l'unité nationale s'inscrivait surtout dans un cadre colonial. Jean Thiriart développant ses thèses après le grand mouvement de décolonisation, il n'est pas étonnant que la race ne soit pas choisie comme élément central de la communauté européenne. Ainsi, bien qu'il mobilise le concept des races, et qu'il établit une filiation entre les héros grecs et les militants d'aujourd'hui, ce n'est pas, pour Jean Thiriart, la race qui fera l'Europe mais plutôt une certaine volonté politique. Il utilise donc les images que suscitent l'utilisation du terme de race, tout en s'écartant de la tradition de Maurice Barrès qui voyait l'essentiel de l'identité nationale dans « le sang et le sol ».

Il réfute également l'argument de la langue «[...] *le nationalisme basé sur la langue ne vaut guère mieux. D'ailleurs, l'homogénéité de la race et de la langue ont toujours suivis l'unification politique.* ». En fait, il ne s'intéresse même pas aux modalités de communication de la nouvelle Europe qui doit advenir. Etant principalement concentré sur la mise en place tactique de l'Europe comme unité politique, nous estimons que Thiriart laisse à l'histoire le soin de choisir quelle langue finira par s'imposer. S'il nous est permis de spéculer, nous imaginons que ce sera l'Allemand, puisqu'en cas d'unité européenne, c'est l'Allemagne qui aura le plus de poids et par conséquent c'est elle qui parviendra à imposer ses habitudes et modes de fonctionnement. Ceci est d'ailleurs une critique plus générale à Thiriart. Imposer une Europe unitaire pourrait être vu par tous les pays européens comme une tentative d'invasion allemande, ce qui provoquerait le repli immédiat de chaque pays sur lui-même. L'effet sera donc exactement le même que ceux des échecs de l'Union européenne actuelle.

Finalement, il évacue la question en déterminant le commun européen dans le projet d'avenir plus que dans le passé « *Pour nous la patrie c'est un avenir en commun bien plus qu'un passé en commun* ». Encore une fois, Thiriart définit la nation comme une volonté commune, rejoignant par là le célèbre texte d'Ernest Renan « *Qu'est-ce qu'une nation ?* » datant de 1882. Pour conclure sa

démonstration, Thiriart entend démontrer que malgré une diversité interne à l'Europe, celle-ci est parfaitement unitaire vu d'en dehors. Pour imaginer ce fait, il propose le jeu mental suivant : « *Si on dessine 4 cartes d'Europe sur papier transparent. Europe politique, ethnique, linguistique et économique, puis si on les superpose on découvre que seules les frontières extérieures de l'Europe coïncident parfaitement et que les frontières intérieures bien au contraire s'entremêlent d'une façon extraordinairement compliquée.* ».

Jean Thiriart s'attaque également aux nationalismes actuels, c'est-à-dire des patries d'envergure non-continentale, en les traitants de « *petits nationalismes* ». Ces revendications s'apparentent pour lui, davantage à des guerres de clocher, qu'à des revendications légitimes. Toutefois, à l'entendre, l'État unitaire européen ne reviendrait pas forcément à uniformiser l'Europe « *On pourra avoir une fidélité à l'État européen unitaire sans pour autant renoncer en rien à leur culture.* ». On se permettra de douter de cette déclaration, d'autant plus qu'elle n'est pas plus amplement développée. Comment un système territorial unitaire, volontairement homogène, dont les règles s'appliqueraient partout et de la même manière, pourrait-il empêcher une standardisation des modes de vie ? Aucun développement de l'ouvrage ne nous l'expliquera.

Les critiques contre l'Union européenne

Dans l'ouvrage de Jean Thiriart, l'Union européenne est vue comme néfaste, mais dont il conviendrait plus de se la ré-appropriier pour la réorienter, que de la détruire. Dans son ouvrage le plus connu, l'Union européenne est appelée « *l'Europe légale* ». On lit par exemple « *Nous récusons ce qui n'est qu'une Europe théorique, cette Europe légale, celle de Strasbourg, pour crime d'incapacité et d'impuissance d'abord, pour crime de trahison ensuite.* ». En fait, nous estimons que le terme Europe légale, vient d'une réappropriation du nationalisme intégral de Charles Maurras qui établit une distinction entre le pays réel et le pays légal. Pour Maurras, le pays réel désigne l'ensemble des groupes ancrés dans les réalités de la vie quotidienne comme la région, les métiers, la famille, etc.. Alors que le pays légal désigne l'ensemble des institutions républicaines qui sont superposées artificiellement sur le pays réel. Notre rapprochement est aussi accentué par le fait que le parti rêvé de Thiriart devait s'appeler « le parti européen intégré », le terme *intégré* pouvant assez assurément faire référence au concept de « nationalisme intégral » maurassien.

On retrouve ici la critique bureaucratique des européanistes qui appellent de leurs vœux une Europe plus réelle, organique. Ce qui peut être paradoxal venant d'un homme comme Jean Thiriart qui,

comme nous l'avons vu précédemment, place les fondamentaux de la création d'une nation, non sur des éléments naturels pré-existant, mais sur une volonté commune. On retrouve cette ambiguïté lorsqu'il écrit « *L'Europe doit être vécue et non pas dite.* ». Mais si l'Europe doit se créer par une volonté commune, ne faut-il pas tout d'abord *dire*, lui donner un corps théorique, institutionnel pour pouvoir ensuite *la vivre* ? Comment pourrait-on *vivre* quelque chose qui n'a jamais été *dit* ?

Concernant l'Union européenne, Jean Thiriart continue ses vives critiques en parlant de « *[cette] Europe académique, cette Europe des salonnards ne fait pas avancer notre libération d'un seul pas : aussi la méprisons nous et la dénonçons-nous.* ». On retrouve également l'argument consistant à placer l'identité européenne dans la double négation ; ni USA ni URSS : « *Des politiciens qui se disent Européens, oscillent régulièrement entre la jobardise à l'égard du monde communiste et la demande du protectorat américain.* ».

Ce qu'il reproche aux parlementaires, c'est surtout leurs manques d'efficacité. « *Jamais des parlementaires n'ont été des unificateurs* ». Sa solution est la création d'un parti. Il explique plus loin que « *pour unifier il faut une force unificatrice, une force centripète : le parti européen* ». Il est parfaitement conscient de la violence inhérente aux unifications. Il semble l'assumer totalement quand il dit « *L'Europe se fera contre beaucoup d'Européens* » prenant successivement comme exemple la France ; « *Il y a eu la France parce que quelques hommes l'ont voulu et l'ont faites.* ». Puis l'Italie ; « *Mazzini n'était absolument pas suivis en Italie en 1840. Seul une élite lui emboîtait le pas. Trente ans plus tard l'unité italienne était achevée.* ».

Toutefois, Jean Thiriart ne souhaite pas purement et simplement éliminer cette Europe légale dont il parlait. Il souligne ainsi « *Il ne faut pas condamner trop facilement l'Europe de Rome en 1957, elle échappera des mains même de ceux qui l'ont conçue.* ». Ce que vise Thiriart, c'est donc à une réappropriation de l'appareil administratif européen par le parti qu'il espère créer et voir arriver au pouvoir. Sa position est la même en ce qui concerne l'espace économique européen. « *Condamner le Marché commun est une manifestation de myopie historique. Il est tellement plus profitable et plus simple d'en hériter, quitte à un peu forcer les événements pour recueillir sa succession.* ». Toutes ses fautes, résultent du manque d'autonomie de l'Europe. Thiriart est un partisan du communautarisme Européen, il est pour une véritable autarcie européenne. C'est d'ailleurs ce qu'il entend par *légal*, qu'il faut comprendre comme bureaucratique. « *L'Europe [...] n'existe pas, parce qu'elle n'est pas indépendante.* ».

Le nationalisme européen aujourd'hui

Le nationalisme européen n'est pas réellement en vogue actuellement, toutefois il existe encore certain mouvement comme le bloc identitaire, bien qu'il vise plutôt une Europe fédéraliste, l'association culturelle Terre et Peuple animé par Pierre Vial ou encore le groupe belge nommé « Synergies européennes ». Toutefois, c'est le parti socialiste unitaire pour une nation européenne (psune) dirigé par Thomas Ferrier, renommé « Le Parti des Européens » en 2016, qui nous semble le plus proche de l'idée de Jean Thiriart, c'est-à-dire d'un nationalisme européen visant à construire un Etat unitaire européen. Dans son manifeste, l'organisation déclare être née de l'idée que *« l'Union Européenne devait être davantage qu'un grand marché, aux institutions peu démocratiques car résultant de traités successifs entre états souverains, mais qu'elle devait devenir le fer de lance de l'émergence d'une grande Nation Européenne, qui aujourd'hui compterait 800 millions d'habitants, qui sont tous unis par une origine et une culture commune. »*. On retrouve donc la critique concernant l'aspect strictement économique de l'Union européenne institutionnelle actuelle. Thomas Ferrier considère également une certaine homogénéité culturelle entre tous les européens. Toutefois, l'organisation souhaite maintenir l'Union européenne actuelle et prétend être *« [...] inscrit dans une démarche révolutionnaire en proposant une véritable alternative à la logique politique actuelle, et ne repose pas sur la destruction des institutions européennes mais sur leur sublimation. Cela permettra de ne pas renoncer aux acquis indiscutables de l'Union Européenne, de conserver ses symboles estimables, mais en même temps de susciter un grand élan populaire en faveur d'une vénérable institution qui peine. »*.

Si le PSUNE parle de la culture comme point commun entre tous les européens, il va encore plus loin en terminant son manifeste ainsi : *« Nous sommes donc favorables à la création d'une nationalité européenne fondée sur le droit démocratique du sang dans le cadre d'une République Européenne fondée sur ses cent régions. »*. Evoquer le droit du sang, nous permet de comprendre que pour ce parti, l'Europe n'est pas une nation fondée sur l'idée et la volonté commune mais davantage sur une idée d'héritage et de filiation. Ce qu'il ne faut toutefois pas amalgamer directement avec une vision racialisée puisque la Suisse par exemple a également instauré le droit du sang (en opposition au droit du sol), sans pour autant considérer qu'il existe une race suisse.

En ce qui concerne l'Union européenne actuelle, Thomas Ferrier, tout comme de nombreux souverainistes, considère que l'Union européenne ne remporte plus guère l'adhésion de personne et que la crise des dettes souveraines actuelle en Europe est un symptôme visible de son échec. Le PSUNE explique cet échec par la séparation qu'a fait l'Union européenne entre le politique et l'économique. En fait, alors que l'économique a été étendue au niveau continental, le politique est

resté l'apanage des Etats sous la forme de la souveraineté national. Il considère donc que l'Europe était viciée dès le départ. Hors, son point de vue, qui est le même que de nombreux européenistes comme de nombreux souverainistes, est à nos yeux plus que contestable, puisque des tentatives de politiques de défense commune (CED) et de politique commune ont été lancés mais ont par la suite été des échecs. Ce n'était donc apparemment pas la volonté des élites européistes, de faire une Europe uniquement économique, mais plutôt le résultat historique de différents rapports de forces.

Aujourd'hui, le PSUNE est encore très actif, contrairement à la plupart des autres mouvements du nationalisme-européen, et un billet du 08 janvier 2017, nous permet de voir que son positionnement envers l'Union européenne n'a pas changé : *« L'Union Européenne veut redevenir populaire ? Qu'elle change ses têtes et son idéologie dominante. Qu'elle se réconcilie avec la Russie. Qu'elle se réconcilie surtout avec les Européens en osant remettre en cause les dogmes mondialistes. Nous l'aiderons à faire ce virage à 180° qui est le seul capable de préserver l'acquis communautaire tout en remettant en cause les idées folles qui prévalent actuellement, tant à Bruxelles qu'à Paris ou à Berlin ».*

Conclusion

Bien qu'une certaine volonté d'unification européenne apparaisse dès le XVIème siècle, nous avons vu que celle-ci c'est finalement matérialisée sous la forme de l'Union européenne que nous connaissons aujourd'hui. Hors, bien loin d'être un mouvement progressif continu, ce projet européen a en fait été soumis à des concurrents, comme la paneurope, mais à également subi certaines contingences historiques (abandon des tentatives politiques de défense et de politique commune). Actuellement, la popularité de l'Union européenne baisse jour après jour⁴ et la manifestation la plus évidente de ce phénomène est la montée des discours nationalistes un peu partout en Europe. Cette montée des populismes, comme on l'appelle parfois, peut être perçue comme une réaction face au processus de mondialisation et à la perte des identités, comme le souligne Taguieff dans un entretien au figaro⁵. Et dans ce schéma, assez simpliste il est vrai, l'Union européenne est considérée comme un simple outil au service de la mondialisation. Ce qui est étonnant dans ce discours c'est qu'il est tenu par tous les eurosceptiques, qu'ils soient à gauche ou à droite de l'échiquier politique. Pour ne prendre que la politique française, Marine le Pen (FN) et Jean-Luc Mélanchon (Front de gauche) tiennent exactement les mêmes propos.

4 <http://www.lenouvelliste.ch/articles/monde/l-union-europeenne-a-partout-mal-a-sa-popularite-543212>

5 <http://www.lefigaro.fr/vox/societe/2015/04/17/31003-20150417ARTFIG00240-taguieff-les-partis-nationalistes-sont-loin-d-etre-les-seuls-a-donner-dans-la-demagogie.php>

Dans ce schéma où il y a d'un côté les nostalgiques de la souveraineté nationale et de l'autre l'Union européenne comme structure au service de la mondialisation, le courant du nationalisme-européen à ceci d'intéressant qu'il vient essayer de répondre aux problématiques identitaires en construisant une mythologie européenne, tout en affirmant sa volonté européiste et donc anti-souverainiste. Nous avons également souligné quelques incohérences internes à la doctrine de Jean Thiriart. Il se pourrait que le nationalisme européen soit une solution pour endiguer la montée des nationalismes tout en permettant de lutter contre les impacts de la mondialisation. Le nationalisme européen étant construit à la manière des nations qu'il entend remplacer, il ne faudrait pas que les défauts propres aux nationalismes que l'on cherche à empêcher de ressurgir, ne prennent une envergure continentale.

Bibliographie

Articles

Article sur Maurice Bardèche par Georges Feltin-Tracol : <http://euro-synergies.hautetfort.com/archive/2012/05/21/maurice-bardeche-europeen-fidele.html>, consulté le 15.01.2017

Livres

Bardèche, M. (1970). *Qu'est-ce que le fascisme?* Paris: Les sept couleurs.

Gablin, S., Steinbacher, F., & Mix & Remix. (2010). *Institutions politiques européennes : [avec les modifications du traité de Lisbonne]*. Le Mont-sur-Lausanne: LEP Loisirs et Pédagogie.

Renan, E., & Forest, P. (1991). *Qu'est-ce qu'une nation ? : Texte intégral* (Littérature vivante 112). Paris: P. Bordas et fils.

Thiriart, J. (1964). *Un empire de 400 millions d'hommes : L'Europe*. Bruxelles: J. Thiriart.

Sites

Site du Parti des Européens : <http://www.psune.fr/>, consulté le 15.01.2017

Magazine eurocitoyen : <http://www.taurillon.org/>, consulté le 16.01.2017

Vidéos

Entretien avec Anne-Marie Saint-Gilles : <http://www.epam-tv.com/histoire/la-paneurope.html>, consulté le 15.01.2017

Débat entre Thomas Ferrier et Nicolas Stoquer : <http://www.enquete-debat.fr/archives/ehec-et-mat-entre-thomas-ferrier-psune-et-nicolas-stoquer-rpf-quel-avenir-pour-lue>, consulté le 15.01.2017

Extrait du discours de De Gaulle sur l'Europe des nations : <https://www.youtube.com/watch?v=0Ldd5mZrelU>, consulté le 15.01.2017